

Mobilisations contre la loi El Khomri

Résolution du Conseil national du PCF

La mobilisation ne cesse de grandir dans notre pays contre le projet de loi gouvernemental « El Khomri » et le dynamitage, inédit depuis 1945, du Code du travail qu'il prépare.

Cette mobilisation est à la hauteur de la gravité de l'attaque portée au monde du travail, aux salariés, à la jeunesse, à l'emploi et au syndicalisme de lutte. Elle a permis un premier recul du gouvernement qui a repoussé la date d'examen du texte en Conseil des ministres du 9 au 24 mars.

Le Parti communiste français, ses militant-e-s, ses élu-e-s, ses parlementaires, sont entièrement mobilisé-e-s pour s'opposer à ce texte, pour participer à toutes les initiatives, pour contribuer à ce que cette mobilisation se renforce encore jusqu'au retrait de ce projet de loi.

80 % de nos concitoyens expriment leur désaccord ou leur rejet de ce texte, plus d'1 million de signatures en ligne ont désormais été recueillies ; dans ce cadre, la journée du 9 mars sera un moment important de mobilisation, comme celle du 10 mars, à l'appel de confédérations syndicales de retraités. Sept organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Union Syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) appellent ensemble à une journée de grève et de manifestation le 31 mars pour *« obtenir le retrait du projet de loi de réforme du Code du travail, et pour l'obtention de nouveaux droits, synonymes de progrès social, pour gagner aussi une autre répartition des richesses dans une société solidaire »*.

C'est la société française, sa jeunesse qui refuse un avenir de précarité, ses salariés, ses privé-e-s d'emploi, ses retraités, etc... qui aujourd'hui expriment leur opposition à la politique gouvernementale et à ce texte rétrograde.

Ce texte en effet met fin à la durée légale du temps de travail, on travaillera plus pour gagner moins, avec la possibilité de travailler 12 h par jour par « simple accord ». Les congés payés ne seront plus obligatoires, le salarié pouvant y renoncer pour de l'argent. Les apprentis pourront travailler 40 h, les patrons auront toute liberté pour décider quand commence la semaine et contourner la majoration du dimanche. C'est par là même une nouvelle attaque contre le temps libre, le temps consacré à la famille, aux loisirs, aux sports et à la culture, à l'engagement dans la vie associative. Les femmes seront particulièrement pénalisées.

Les licenciements seront facilités et préprogrammés dès la signature d'un contrat, les risques encourus par les licenciés abusifs seront réduits. La médecine du travail, les prud'hommes, les institutions représentatives du personnel seront laminés.

Ce texte organise, au nom de la « modernité », le retour au 19^e siècle, il cherche à tuer l'idée même de progrès humain et d'extension des droits, il dilapide les conquêtes sociales et progressistes conquises de haute lutte. Ainsi le gouvernement exclut la citoyenneté et les valeurs de la

République de l'entreprise, en s'exonérant lui même de sa responsabilité de faire respecter les droits fondamentaux. Il veut en finir avec l'existence en France d'une gauche de transformation sociale, qui agit au service des intérêts populaires, pour la réduire à la simple obéissance aux exigences du MEDEF.

Le Parti communiste français, comme des millions de nos concitoyens, refuse cette perspective.

Il invite ses militant-e-s et élu-e-s, parlementaires à prendre toutes les initiatives pour contribuer à gagner le retrait du texte en étant notamment présents et force de proposition dans toutes les mobilisations à venir, notamment le 8 mars lors de la journée internationale des droits des femmes, lors de la journée du mercredi 9 mars, celle des retraités le 10 mars , puis celle du jeudi 31 mars.

L'énorme mobilisation qui monte contre ce projet de loi fait renaître l'espoir dans notre pays. En s'appuyant sur les exigences populaires qui s'expriment avec force en cette période, le PCF va, dès à présent, et dans la durée, lancer une grande campagne de propositions et d'action « zéro chômage, pour une société de partage ».

Le pays a besoin d'une mobilisation nationale pour la création d'emplois stables et correctement rémunérés faisant reculer chômage et précarité.

Nous porterons, dans cette campagne, l'exigence de prendre le contrôle du crédit bancaire, de l'argent public donné aux entreprises pour financer non pas des actionnaires sans contrepartie mais des programmes de création d'emplois et de formations qualifiantes, de recherche et d'innovation.

Nous porterons l'exigence que soient donnés aux salarié-e-s, aux citoyen-ne-s et élu-e-s des droits et pouvoirs nouveaux d'intervention et un code du travail du 21^e siècle qui permettent de contester la main mise des actionnaires et de la rentabilité financière sur les entreprises .Le Parti communiste français s'engage ainsi pour construire toutes les convergences qui permettront de bâtir une majorité politique nouvelle à gauche, dès les échéances législatives et présidentielle de 2017 pour sortir le pays des impasses dans lesquelles la politique du gouvernement actuel l'enfonce.